

MONEY
MONEY
MONEY

**Pour un revenu citoyen
financé par création monétaire**



**REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DETRUIRE**

Les cinq principes du Sink Tank

Parmi les crises que nous traversons, le bouleversement climatique est la seule qui nous **impose d'agir**.

Tous les scientifiques l'affirment : si nous n'avons pas totalement repensé nos modes de production avant le milieu du siècle (*disons, 2048*), nous habiterons une planète invivable d'ici la fin du siècle (*vers 2084*). Or, paralysés par une économie et une politique à bout de souffle, **nous n'arrivons même pas à faire le minimum**, comme respecter nos engagements de l'Accord de Paris.

Soyons clairs : nous n'y arriverons pas.

L'effort est trop important. Si nous voulons vraiment éviter le pire, il faut changer radicalement.

Pour rendre possible l'impossible, le Sink Tank explore la voie d'une injection d'argent massive et inédite, à tous les étages de la société, selon cinq principes :

1. Pour qu'un changement radical soit accepté par la majorité, il faut bousculer notre **société de consommation** le plus profondément possible, sans y renoncer, et sans faire peur avec une révolution anticapitaliste dont personne ou presque ne veut.
2. Pour faciliter la révolution écologique, il faut repartir sur des bases plus saines, renouveler notre **contrat social**. Nous proposons le remplacement de tous les impôts sur les particuliers par un **impôt sur les revenus et le patrimoine**, identique pour tous, pour financer les services publics essentiels.
3. Pour une consommation responsable, remplacer tous les impôts sur les entreprises par une **taxe unique sur l'impact environnemental**. À chacun de payer selon sa responsabilité, selon son empreinte. Cette taxe permettra de financer massivement la révolution écologique : recherche scientifique, investissements dans les infrastructures, subventions...
4. Pour soutenir la transition et faciliter la consommation et l'emploi responsables, remplacer les prestations sociales par un **revenu citoyen** de 900 € par adulte et 300 € par mineur, versé à tous sans condition, et financé par une pure **création monétaire**.
5. Pour que la révolution écologique ait lieu, il faut combattre les dogmes existants. Toutes nos réflexions sont donc portées sous forme de **dialogue, citoyen, en langage familier**. Pour que ça parle à chacun et que chacun en parle, pour que la question écologique soit, enfin, incontournable.

QUI ME PARLE ?

Une note éditée et publiée par

Le Sink Tank

www.lesinktank.org

Nos textes sont écrits sous forme de dialogue, en langage le plus familier possible, et le plus souvent anonymes. Le dialogue se prêtant mal à l'écriture inclusive, nous conservons parfois une écriture genrée. Cependant, le genre de l'auteur-e et de l'interlocuteur-riche varie selon les publications, et les tournures neutres (épiciens) sont privilégiées.



Cette note est sous licence
creative commons **CC-BY-NC-ND**

Vous pouvez partager, copier, reproduire, distribuer, communiquer l'œuvre, par tous moyens, sous tous formats, sauf à des fins commerciales, sans modification et dans son intégralité.

*Pour toute utilisation, il est obligatoire de citer : **Le Sink Tank** (www.lesinktank.org).*

*Par ailleurs, l'éditeur autorise les utilisations supplémentaires suivantes : les citations, longs extraits et reproductions partielles sont autorisés aux mêmes conditions (citation de l'auteur : **Le Sink Tank** (www.lesinktank.org), et absence de but commercial).*

Pour toute modification, adaptation ou traduction, prenez contact avec le Sink Tank.



LES AUTRES NOTES DU SINK TANK

Penser la révolution
écologique

(002)

Win win win

pour un New Deal écologique

(003)

TVA vs TVE

pour une responsabilité
environnementale 100 %

(004)

Money Money Money

pour un revenu citoyen financé
par création monétaire

Agir pour la révolution
écologique

(001)

Sink Tank

c'est quoi ce think tank ?

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement gratuit sur :

www.lesinktank.org



NOTE 004

MONEY
MONEY
MONEY

**Pour un revenu citoyen
financé par création monétaire**

De la thune ? Pour qui ? Pour moi ?

C'est quoi cette proposition ? Combien d'argent par mois avec le revenu citoyen ? C'est bien un revenu universel ? Tout le monde y a droit ? Même ceux qui travaillent ?

Eh bien ! Quand on parle d'argent, ça délie les langues ! Tu étais moins volubile quand on parlait de nuances fiscales... Détends-toi :)

Tu sais, on ne va pas balancer l'argent n'importe comment. Nos trois propositions de réforme s'inscrivent dans un cadre général, une vraie révolution écologique. Nous dessinons un *New Deal*, un nouveau Contrat social, pour créer un bel élan collectif et pour pouvoir financer la transition écologique. Si on veut adopter des



modes de production plus respectueux de l'environnement, ça coûte de l'argent.

C'est pourquoi on suggère de supprimer toutes les taxes, tous les impôts et toutes les cotisations existant, pour les remplacer par deux nouveautés, qui réduisent la charge globale.

Pour les ménages, ***l'impôt sur les revenus et le patrimoine*** (IREP), dont on parle dans la note n°002, *Win Win Win*.

Et pour les acteurs économiques (c'est-à-dire tout le monde, les entreprises, mais aussi les ménages et les administrations), une ***Taxe sur la Valeur Environnementale***, qu'on présente dans la note n°003, *TVA vs TVE*.

Avec ce système à deux impôts, l'État et les administrations diverses prélèveraient 200 milliards d'euros de moins qu'aujourd'hui.

Bah donc on ne peut pas financer la révolution écologique, avec 200 milliards en moins ??!

Si, parce qu'on affectera une grosse part des dépenses publiques à la transition écologique : 400 milliards par an. Et le reste, environ 600 milliards, financera les services publics.

Avec tout l'argent prélevé en moins, les entreprises auront plus de moyens pour payer elles-mêmes leur propre transition, appuyées par un énorme programme public d'investissements et de subventions.

D'accord, mais si tu prends moins d'argent, tu ne peux qu'en distribuer moins... où est le loup ?

Tu as raison, comme on supprime tous les impôts, mais aussi toutes les *cotisations*, on ne peut plus verser les *prestations sociales*.

Bah ça n'est pas possible !

Exactement. C'est là qu'intervient le Revenu Citoyen, la troisième nouveauté que l'on porte et dont on parle ici.



L'idée serait, en remplacement des prestations sociales (les allocations chômage, les allocations familiales, les pensions de retraite), de verser chaque mois, de la naissance à la mort, un Revenu Citoyen, de 900 € par adulte et de 300 € par enfant.

***À la place de toutes les allocations ?! Mais on y perd !
Rien que les retraites, c'est plus élevé que 900 € !***

On va détailler tout ça dans les pages qui viennent. Mais au total, pour l'ensemble de la société, les 509 milliards d'euros de prestations sociales diverses seront remplacées par 600 à 700 milliards d'euros de revenu citoyen.

Non seulement tout le monde y gagne, mais en plus, durant la phase de transition, tous les revenus seront garantis. Par exemple, si tu avais acquis 1700 € de droits à la pension de retraite, tu recevras bien 1700 € de Revenu Citoyen au lieu de 900 €.

Je vois, on y gagne.

C'est l'esprit général de nos propositions : gagner plus pour changer plus vite, comme le résume le schéma ci-dessous.





Il faut qu'on y gagne. Tout le monde ou presque l'admet : il ne peut pas y avoir de justice écologique sans justice sociale.

Dernier petit détail, si je comprends bien le sous-titre de cette note, tu veux financer ce revenu universel par de la création monétaire.

Exactement.

Donc, du coup, on va créer 600 à 700 milliards d'euros de planche à billets par an ??? Vous êtes pas un peu malades ?

Tu imagines bien que si je réponds oui, cette discussion va tourner court. Sois logique et suppose qu'on y a réfléchi et qu'on pense qu'un truc énorme comme ça, ça fonctionne.

Dans cette note, on expose tous les principes, ce qu'on a en tête, pourquoi on pense que c'est la bonne solution. On commence par t'expliquer ce qu'on veut faire avec le revenu citoyen, et ensuite on parlera monnaie.

Lis ça tranquillement. Réfléchis. Note ce qui te paraît absurde. Balance-nous toutes tes objections. Et si besoin, on fera une deuxième note pour te répondre.

Fin du monde, fin du mois

Les Gilets jaunes ne pouvaient pas mieux exprimer le problème. On ne peut pas parler d'efforts supplémentaires, d'efforts écologiques, si on n'arrive même pas à boucler ses fins de mois. On ne peut pas penser l'avenir de la planète si on est opprimé par son propre présent.

Non seulement on est entièrement d'accord, mais on pense que ce qui vaut pour les ménages vaut aussi pour les entreprises. Elles sont déjà soumises à tant de charges (surtout les plus petites) et à tant de pression concurrentielle (surtout les plus grosses), qu'on voit mal comment elles pourraient investir dans un modèle de production plus vertueux.



La société, dans son ensemble, est tellement dépendante de la croissance et de l'emploi qu'il est malheureusement complètement inaudible de parler de **décroissance**. La **sobriété** commence tout juste à être un mot prononçable, mais il a fallu pour cela une guerre en Ukraine et une inflation mondiale...

Nous sommes donc convaincus que pour réussir la révolution écologique, il faut de l'argent.

Taxons les riches, c'est eux qui ont confisqué tout l'argent.

C'est effectivement la première idée qui vient en tête. Mais au Sink Tank, on pense que c'est trop difficile d'y arriver, que les résistances de notre société libérale sont bien trop puissantes.

Du coup, au lieu de s'épuiser dans un combat perdu d'avance pour *prendre* de l'argent, nous proposons le parti pris inverse : réconcilier tout le monde en *donnant* l'argent.

BON ALORS, COMBIEN ???

Notre proposition est de verser chaque mois un **Revenu Citoyen de 900 euros à chaque adulte, et 300 euros supplémentaires par enfant mineur**, de 18 ans jusqu'à la mort, sans condition (que tu travailles ou non, que tu sois riche ou pauvre).

C'est une somme dont on peut discuter mais qui, si on ne vit pas dans une grande métropole, permet de subvenir à ses besoins fondamentaux sans travailler ou presque : se loger, se nourrir, se vêtir.

900 € pour se loger à Paris, bon courage !



Certes, mais tout le monde n'habite pas Paris, tout le monde n'est pas obligé d'habiter Paris, et puis attends, tout le monde ne vit pas seul.

Evidemment, au sein d'un couple, les deux recevront chacun-e leur Revenu Citoyen. Tout de même, pour un couple avec deux enfants, ça ferait 2400 € qui tombent dans la poche tous les mois – sans parler du salaire. Et je ne parle même pas des éventuelles économies d'impôts avec le nouveau système d'impôt sur le revenu qu'on propose¹. Avec 2400 € par mois, on peut vivre à Paris, ou presque. Avec 900 €, on peut se payer un studio, et il reste un peu d'argent pour le reste.

Mais surtout, si tu as lu nos notes n°002 sur le Contrat social et n°003 sur la TVE, tu vas reconnaître ces arguments : ce que cette mesure permet, ce n'est pas le **luxe**.

On s'assure que chacun, qu'il travaille ou non, ait un toit, des vêtements, de la nourriture. Par ailleurs, grâce aux services publics renouvelés, l'éducation, la santé seront gratuits, et les transports en commun plus nombreux, et probablement gratuits eux aussi, ou presque.

Le rôle du Revenu Citoyen est qu'on dispose chacun et chacune du nécessaire, pour pouvoir choisir ensuite quel luxe on veut s'accorder. Travailler plus pour consommer plus ? Se payer des produits ou des services dont les prix auront augmenté en raison de la TVE ? Travailler moins, pour décélérer raisonnablement ?

Le rôle du Revenu Citoyen, c'est assurer la subsistance, et pour le reste, chacun fera ses choix.

Ça ne fait pas rêver !

Hmmm symboliquement, c'est pas si mal...

Parce que si le mot « subsistance » ne te fait pas rêver, dis-toi que 900 €, c'est énorme, ça correspond (à quelques euros près,

¹ Voir notre proposition d'IREP (Impôt sur les Revenus Et le Patrimoine) dans la Note #002, *Win win win*, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org



et selon le nombre de personnes dans le foyer) au niveau actuel du **seuil de pauvreté**².

Ça veut dire qu'à ce montant, **on éradique la pauvreté**. C'est pas mal, ça, non ?

Oui, j'avoue, j'ai forcé le trait parce que je découvre l'idée, je ne sais pas trop quoi en faire... Mais ce qui m'inquiète, en vrai, c'est que ce soit une trop grosse somme plutôt que trop peu. Financièrement, on va où là ? C'est la ruine, non ?

L'idée est de remplacer toutes les prestations sociales par cette somme unique, versée à tous. Aujourd'hui, l'ensemble des prestations sociales s'élève à 509 milliards d'euros (hors *santé*, qui est un service public plutôt qu'une prestation sociale). Pour être exact, 466 milliards d'euros de prestations versées et 43 milliards de frais de fonctionnement³.

Pour une population française d'environ cinquante millions d'adultes et quinze millions de mineurs, verser un Revenu Citoyen de 900 et 300 euros représenterait un coût total de 600 milliards d'euros. En ajoutant les effets de transition (continuer à verser la différence de montant entre ce minimum et les pensions de retraite déjà acquises), ça ferait 700 milliards d'euros pile.

C'est donc une augmentation de 35 % par rapport à l'existant, un peu plus du tiers. 35 % d'augmentation, ce serait donc le prix à payer pour *supprimer la pauvreté* ! C'est conséquent, mais c'est pas non plus trois fois la mise.

Par exemple, le soutien public apporté par le Gouvernement français à l'économie pendant la crise du Covid a représenté 24 % du PIB. Ça c'est de l'argent magique, non ?

² Le taux de pauvreté retenu ici est le seuil à 60 % ; si l'on veut être plus modeste, le seuil à 50 % correspondrait à 800 € et 250 € par mois, pour 630 milliards d'euros par an. Mais retenons la première hypothèse, plus généreuse et plus efficace.

³ Dans cette note, tous les chiffres mentionnés, notamment budgétaires, ont été arrêtés au 31 décembre 2019, dernier exercice « normal » avant l'épidémie de Covid-19.



Je ne sais pas si c'est de l'argent magique, mais ce que vous proposez, 700 milliards, ça ressemble à de la monnaie de singe...

Eh bien je te laisse en juger : ce n'est pas de la monnaie de singe, mais ce n'est pas non plus des euros.

PAS COMPLÈTEMENT DES EUROS

Il faut préciser une nuance importante : l'argent qui sera versé ne sera pas exactement des euros.

Allons bon !

On voudrait bien, mais tu sais sans doute qu'on n'a pas le droit, puisque la Banque centrale européenne (BCE) est la seule qui peut en émettre. Mais cette contrainte est en fait une force.

Et comment donc ?

Appelle cette monnaie comme tu veux, *RC* pour résumer sa vocation, *euro bis* car c'est ce qu'elle serait, *eurofranc* si tu aimes, *franc* si tu es nostalgique, *écu* si tu l'es encore plus, peu importe... On va l'appeler ici *R€C*, comme R€venu Citoyen.

Ce *R€C* serait une monnaie *complémentaire* à la monnaie en circulation, l'euro. Elle ne remplacerait pas l'euro, elle ne changerait rien à notre adhésion à l'UE. Cette monnaie aurait une valeur à *parité* avec l'euro, ce qui veut dire que 1 *R€C* sera toujours égal à 1€.

En revanche, elle ne serait pas *convertible* : tu ne pourrais pas échanger tes *R€C* contre des euros (ou dollars, ou tout autre monnaie).



Elle aurait bien entendu « cours forcé », c'est-à-dire que, comme l'euro, toutes les entités économiques situées sur le territoire français auraient l'obligation de l'accepter en paiement. Autrement dit : chacun aurait dans son portefeuille des euros (son salaire, ses revenus) et des R€C (son Revenu Citoyen mensuel), et pourrait payer indifféremment ses courses dans l'une ou l'autre monnaie, les prix étant identiques. D'un point de vue pratique, l'idée n'est pas d'avoir deux types de billets différents dans son portefeuille. Le R€C serait une monnaie 100 % numérique. La Carte vitale pourrait, par exemple, faire également office de carte de paiement en R€C.

C'est compliqué, non ?

Au contraire, ça présente de sérieux avantages !

Dans notre système actuel, au sein de la zone euro, l'idée d'une deuxième monnaie se défend sérieusement.

D'abord, ça permet de ne rien changer à l'existant : les banques centrales et les banques commerciales continuent de réguler l'argent du secteur privé, via leur monnaie, l'euro (ou autres devises), tandis que le Trésor Public crée sa propre monnaie, le R€C, via son propre circuit.

Ensuite, en conservant l'euro, les transactions internationales peuvent continuer à s'exécuter au moyen d'une devise traditionnelle, cotée sur les marchés financiers et universellement acceptée. Les entreprises ne seraient donc pas pénalisées. En revanche, disposer d'une deuxième devise, non convertible, la met à l'abri des fluctuations indues et pénibles de la spéculation sur les devises. Si jamais des spéculateurs mal intentionnés se mettaient en tête d'attaquer notre monnaie (comme le franc durant les deux premières années du mandat Mitterrand, par exemple), ils ne pourraient pas faire grand-chose : l'euro est abrité par l'Union des 27, et le R€C n'a pas cours à l'international. C'est une protection, une indépendance de plus.



Autre avantage : en interdisant la convertibilité du R€C, on oblige les dépenses à s'effectuer sur le territoire national, pour des achats qui profitent à l'économie réelle !

Enfin, à l'inverse, en étant très optimiste, il n'est pas interdit d'imaginer un cercle vertueux : que d'autres pays aiment nos réformes et adoptent le même modèle. Dès lors, s'ils ont eux aussi un Revenu Citoyen et une TVE⁴, selon les mêmes critères que les nôtres, le R€C pourrait logiquement être utilisé entre ces pays, et constituer un premier pas vers une nouvelle monnaie internationale partagée.

***Tu t'aventures dans un grand élan d'optimisme.
C'est déjà difficile d'imaginer une telle création
monétaire, gardons les pieds sur terre !***

Tu as raison.

***Parce que pour le moment, j'imagine surtout que ça
va se traduire par une inflation monstrueuse. 700
milliards ?? À ce compte-là, pourquoi se priver ?
Pourquoi continuer à prélever des impôts ? Autant
créer encore plus de monnaie et payer tous les
services publics avec, non ?***

C'est tentant, mais non.

On ne doit pas financer les services publics essentiels (sécurité, éducation, santé...) par la création monétaire, tout simplement parce qu'ils n'ont pas de prix. Potentiellement, leur valeur étant infinie, on pourrait dépenser à l'infini.

Si on finançait les services publics par la création monétaire, où poserait-on les limites ? On mettrait un policier à chaque coin de rue ? On instaurerait l'éducation jusqu'à 40 ans, et personne ne mettrait en pratique ses connaissances ? On industrialiserait le pays en construisant des chars d'assaut par dizaines de milliers ? La Sécu rembourserait toutes les opérations de

⁴ Voir notre Note #003, TVA vs TVE, pour une responsabilité environnementale 100 %



chirurgie esthétique, et la cryogénéisation, et la sélection des fœtus, et le transhumanisme ?

Toutes ces questions ne sont pas absurdes. Toutes ces dépenses ne le seraient peut-être pas. Mais des policiers, des chars d'assaut ou des hôpitaux à chaque coin de rue, ce sont des choix de société, il n'y a pas de critère objectif pour en fixer la limite. Sans contrainte financière, on organiserait une fuite en avant, et pas forcément pour le meilleur.

Parce que ces services publics sont l'essence de notre civilisation, il faut pouvoir faire, à leur sujet, des choix démocratiques. Or, l'impôt permet de poser très concrètement cette question : combien de nos ressources sommes-nous prêts à mettre en commun pour que notre société soit la plus agréable et la plus juste ?

Ce qu'on veut bien mettre en commun, c'est ça l'impôt, à la fois un but et une frontière. L'impôt, ce n'est pas qu'une plaie, ce sont nos choix de société. Et c'est très bien comme ça.

Dans ce cas, pourquoi ne pas financer la transition elle-même, les dépenses environnementales, par la création monétaire ?

C'est une bonne question. Les externalités environnementales, elles, sont quantifiables, on pourrait donc évaluer les dommages à réparer et les financer par création monétaire.

Mais comme ces dommages sont **individualisables**, il n'y a aucune raison de les financer collectivement, ni par la création monétaire, ni par l'impôt.

Pire, si le financement était collectif, ça entrainerait des comportements de « passager clandestin » : si je sais que l'administration va nettoyer le bazar à ma place, et qu'en plus elle le fera gratuitement via la création monétaire, quelle incitation aurais-je à faire mieux ? Une taxe est bien plus pertinente, pour frapper chacun des usages répréhensibles et pour inciter à faire autrement.



Et puis, pour réussir la révolution écologique, il faut certes des dépenses, mais il faut aussi de la **sobriété**. Créer de l'argent en plus, à l'infini, ce serait encourager la consommation bien plus que la sobriété. Les deux outils, création monétaire et TVE, sont pensés pour se compléter, s'équilibrer l'un et l'autre, et ne fonctionnent pas l'un sans l'autre. La TVE est indispensable pour inciter tout le monde à consommer et à produire mieux, et ce d'autant plus si l'on crée de la monnaie.

Tu vois, c'est vous qui le dites, il ne faut pas trop créer de monnaie pour ne pas flinguer le système... Je ne veux pas gâcher l'ambiance, c'est sûr que ça va créer de l'inflation.

Mais non.

Mais si, c'est le B.A.-BA de l'économie.

Je vois que les dogmes économiques ont toujours prise sur toi...

Eh bien puisque vous êtes si malin et que vous dites qu'il n'y aura pas d'inflation, dans ce cas, faites-nous plaisir, envoyez plus que 900 euros par mois, balancez l'oseille à foison.

Tes aimables observations sont tout à fait judicieuses. Je rigole, mais tu as en partie raison. C'est vrai, c'est une question d'équilibre. Fais-moi plaisir et considère, pour le moment, que ça fonctionne.

De toutes façons, je n'ai pas le choix, mais quand même j'ai encore des questions : ce Revenu Citoyen financé par magie, il est sans contrepartie ? On le donne même à ceux qui travaillent et qui ont un bon salaire ? Et à l'inverse, on le donne même à ceux qui refusent de travailler, aux feignasses totales ?

Presque pas de contrepartie : on le donne à ceux qui travaillent comme à ceux qui ne travaillent pas, car une des raisons principales de sa création est de rééquilibrer un marché du travail dans lequel la menace du chômage pèse trop fort. C'est



l'un des principaux objectifs du Revenu Citoyen : permettre à ceux qui le souhaitent de travailler différemment.

Travailler *un peu moins*, pour décélérer, et accepter ainsi une décroissance qui ne serait pas subie, mais choisie. Prendre le temps de se *former*, de se *reconvertir* pour participer aux grands chantiers qui rythmeront la transition écologique. Il sert aussi à pouvoir travailler avec plus de *flexibilité* : si je bénéficie d'un filet de sécurité, qui me permet d'épargner pour ma retraite ou pour les périodes creuses, je peux plus facilement créer ma société, par exemple.

Hmmm... ça veut dire officialiser l'uberisation, ça !

C'est pas entièrement faux. Mais en fait, c'est un changement profond de philosophie. Un revenu universel permet de faire les choses autrement.

Car dans ces conditions, il y a aura aussi moins de pression des employeurs sur les salariés. Si je sais que je peux démissionner à tout moment, parce que mon Revenu Citoyen est une sécurité et parce que la transition écologique a créé plein de travail, mon employeur perd sa capacité à mettre une pression permanente sur ma subsistance.

Donc c'est l'extrême inverse, c'est donner tout le pouvoir aux salariés ?

C'est une vraie révolution écologique. Dans le système que l'on propose, il y aura beaucoup plus d'argent *pour produire mieux, pour travailler mieux*. Tous ceux qui joueront vraiment le jeu seront gagnants. Ça ne va pas dire que tout sera parfait, mais que chacun sera armé pour s'améliorer, qu'il y aura plus d'opportunités de toutes sortes qu'aujourd'hui, compte tenu des nouveaux marchés qui vont s'ouvrir, vu que l'argent va être plus disponible pour investir.

Le revenu citoyen est ***une solution d'accompagnement de la transition***. Pas juste pour l'argent qu'il fournit, mais aussi pour la disponibilité mentale qu'il procurera, la souplesse qu'il offrira.



Et s'il fallait vraiment rééquilibrer le rapport entre employeurs et salariés, dans l'autre sens cette fois (protéger davantage les employeurs), pourquoi pas introduire davantage de cette *flexibilité* qu'ils réclament tout le temps ? Dans ce nouveau cadre bien plus favorable aux travailleurs, les licenciements, les jours et la durée du travail, voire le salaire minimum pourraient être repensés, vu que le Revenu Citoyen limite les risques pour les salariés.

Et si vraiment ça devenait la foire, si plus personne ne voulait travailler, si plus personne ne faisait d'études, on pourrait introduire une dose de conditionnalité, car cela voudrait dire que le marché du travail pencherait cette fois trop violemment dans l'autre sens. Mais je n'y crois pas une seconde.

Quand même, ça veut dire que ce serait fini les retraites, les allocs, le RSA, les Assedics, l'aide aux adultes handicapés ? C'est sûr qu'on y gagne ?

Pour les handicapés, le montant de Revenu Citoyen de 900 € correspond au maximum qu'ils reçoivent aujourd'hui avec l'Allocation adulte handicapé (903 €). On n'a pas encore creusé davantage, pour introduire l'idée on en reste au cas général, mais on peut d'ores et déjà considérer qu'ils n'y perdraient pas, avant de réfléchir à mieux.

Quant aux retraités, encore une fois, les retraites en cours et tous les droits à pension déjà acquis seraient garantis, un fond spécifique y serait dédié. Pour ceux qui n'auront pas commencé à cotiser, dans l'absolu, le Revenu Citoyen de 900 € remplacerait les pensions.

C'est peu !

Là encore, ça correspond au niveau maximal actuel de l'ASPA (le « minimum vieillesse »). Et la pension de retraite moyenne des Français est de 1400 €, pas si élevée non plus...

Pour autant, avec le nouveau système qu'on propose, la situation générale des retraités va sans aucun doute s'améliorer. D'abord,



parce qu'avec plus de revenus, on pourra épargner plus et plus tôt pour la retraite. Cela permet donc de mixer habilement retraite par capitalisation et retraite garantie. Par ailleurs, avec plus de revenus, il y a aura aussi probablement plus de propriétaires, et donc des dépenses en moins à la retraite.

Enfin, au niveau collectif, la situation des retraités sera mieux prise en compte. D'une part, avec l'augmentation des dépenses de santé, de meilleurs soins – gratuits – seront offerts. Et d'autre part, avec les dépenses d'investissement (l'argent de la TVE), il serait très logique de lancer un plan de construction de maisons de retraite publiques (gratuites et de qualité évidemment), ce qui diminuera le coût de la retraite.

La retraite par capitalisation et des maisons de retraites gratuites, en voilà un beau rêve...

Je vois ce que tu veux dire... Mais attention, une idée nouvelle crée souvent des rejets, on voit les défauts, les changements.

On ne peut pas creuser ici, dans cette courte note, tous les détails de chaque situation. Les personnes en situation de handicap, les très faibles revenus, les retraités et les agriculteurs sont ceux qui pour qui le portrait est le plus difficile à dresser. On reconnaît les limites de l'exercice, mais ce qu'on peut affirmer, c'est que les fonds de transition garantiraient que personne ne verra son revenu baisser, quelle que soit sa situation.

Enfin, nous proposons un outil général, le Revenu Citoyen, mais au-delà, ce sera au débat démocratique de se demander, au quotidien, s'il faut aller plus ou moins loin : augmenter le Revenu Citoyen ? Augmenter l'impôt ? Une fois que l'on aura avancé, on voudra, forcément, corriger ! Pour ce faire, on peut aussi imaginer que lorsque certains, les plus riches, renoncent au Revenu Citoyen, les fonds non versés abondent une caisse de secours aux personnes les plus démunies. Si par exemple les 1% les plus riches renoncent au Revenu Citoyen, cela représente plus de 5 milliards d'euros, ce n'est pas négligeable.



J'ai quand même un blocage. Car si je comprends bien ce que tu viens de dire, on donne aussi le Revenu Citoyen aux plus riches, qui n'en n'ont absolument pas besoin ? C'est pas de l'argent gâché ?

Oui on le donne aux riches, pour deux raisons.

D'abord, parce que je ne sais pas ce qu'est un riche. À partir de quand est-on riche, à partir de quand ce revenu n'est-il plus nécessaire, plus légitime ? Lancer ce débat, c'est plus que casse-gueule, c'est l'échec assuré. Personne ne se mettra jamais d'accord sur le bon seuil. Tu as peut-être ton idée, j'ai aussi la mienne, personne n'a raison.

La seconde raison, c'est qu'on imagine qu'il pourrait y avoir tout de même une contrepartie, qui pourrait amener une partie des plus riches à y renoncer.

Laquelle ?

Un service civique obligatoire.

C'est parti, on va faire travailler les pauvres gratuitement...

C'est pas l'esprit ! Ce n'est pas du tout une condition indispensable, mais nous pensons qu'un service civique pourrait être utile.

LA SEULE CONTREPARTIE DU REVENU CITOYEN : LE SERVICE CIVIQUE ?

Chacun devrait, entre 18 et 25 ans, effectuer un service civique d'un an, au sein de différents services publics. Ce stage serait obligatoire pour tous, sans exception (sauf raisons de santé, bien entendu).

Puis, durant tout l'âge adulte et jusqu'à 60 ans, pour continuer à percevoir le Revenu Citoyen, un certain nombre de journées de



travail seraient dues chaque année. Ce nombre augmenterait avec l'âge, et serait compris entre 10 et 40 jours par an (deux semaines à deux mois, donc). Au-delà de 60 ans, le service civique pourrait se poursuivre sur une base volontaire.

Ceux qui choisiraient de ne pas suivre ce stage ne recevraient pas le Revenu Citoyen l'année suivante, sans pouvoir se « rattraper » en effectuant le double d'heures l'année d'après.

C'est pour évincer les plus riches ?

On peut imaginer que certaines personnes ne souhaiteront pas s'investir, faute de temps ou pour d'autres raisons, mais ce n'est pas du tout la raison d'être de ce dispositif.

C'est quoi l'intérêt alors ? C'est parce que « tout salaire mérite une peine » ?

Non, non, toujours pas. On ne veut ni punir les riches, ni inventer une nouvelle forme d'assistanat. Il y a trois raisons principales.

D'abord, ça paraît souhaitable que tout le monde travaille un peu, pour que personne ne perde complètement pied. Ce n'est pas pour « punir » les chômeurs, chacun sera libre, mais plutôt pour éviter une perte de compétences, pour pouvoir retourner sans trop d'encombres au travail si l'on a décroché.

Dans le même esprit, mais plus positivement, cela donnera à ceux qui n'auront pas suivi d'études supérieures une formation et des qualifications professionnelles.

La deuxième raison est qu'en introduisant une obligation de temps passé, on recourt au dernier outil financier de l'économie. Après l'impôt, la taxe, la monnaie, il reste encore ce qui est la base de toute valeur : le temps. Le temps est un paiement en nature qui a une valeur économique, même si elle n'est pas mesurée par la comptabilité (le travail domestique : jardinage, ménage, entretien, éducation, soins...). L'encaissement par l'administration de ce paiement en nature a un objectif économique : réduire le coût des services publics (ou augmenter leur qualité, ce qui est la même chose). Avec, chaque année, 700



à 800 000 naissances en France, c'est, à chaque classe d'âge, un effectif considérable d'agents publics en CDD ! En jouant, si besoin, au fil des années, sur le nombre de jours dûs, à la hausse ou à la baisse, on peut aussi contrebalancer les évolutions du marché du travail privé (besoin de main d'œuvre ou, au contraire, besoin d'occuper des inactifs).

Enfin, le service civique remplit une fonction sociale et citoyenne. Dans ce nouveau contrat social que nous sommes en train de dessiner, il ne faudrait pas qu'il y ait, d'un côté, le public avec ses bons samaritains (ou ses feignasses, selon les points de vue), et de l'autre, les courageux du privé (ou les cupides, selon).

Le Revenu Citoyen, la création et la confiance dans la monnaie, ce sont les lieux de la *fraternité*, de la confiance mutuelle. La monnaie, ce n'est rien d'autre que cela : de la confiance mutuelle. Alors, garder un lien avec la sphère citoyenne, se rappeler pourquoi on paye des impôts, pourquoi on crée de l'argent, c'est important. Participer au service public, c'est se rappeler pourquoi nous formons une société. Pour revenir à ta phrase de tout à l'heure, ce n'est pas « *tout salaire mérite une peine* », mais plutôt : « *quand on reçoit beaucoup, c'est agréable de rendre un peu* ». La réciprocité, c'est le fondement de l'échange.

À l'heure de l'abstention massive et de la destruction des services publics et des prestations sociales, c'est une démarche citoyenne fondatrice, la participation égale de chacun à la mise en œuvre du service public, quels que soient le sexe, l'âge ou même la nationalité.

Et concrètement ?

On ne fait qu'esquisser des principes, encore une fois l'existence même d'un service civique n'est pas indispensable, le Revenu Citoyen pourrait très bien fonctionner sans.

Il débiterait à 18 ans, par un an de formation, dans deux ou trois filières, pendant six ou quatre mois chacune. Ces filières seraient ensuite celles dans lesquelles chacun effectuerait ses stages tout au long de sa carrière. Les filières pourraient être :



- Éducation et formation (cours de langue, de sport, d'art, mais aussi formation continue).
- Services à la personne : petite enfance et exclusion.
- Santé : vieillesse et paramédical.
- Administration, justice et police.
- Transition écologique (agriculture, eau, déchets, énergies, rénovation).

Bien évidemment, personne ne deviendrait en quelques semaines policière amatrice, ni infirmier agréé. Les fonctions exercées seraient du support, avec une montée progressive en apprentissage au fil des ans.

Bien entendu, les employeurs seront tenus de laisser chaque salarié accomplir les jours dûs.

Les modalités seraient assez souples : selon les tâches, les administrations ouvriraient chaque année des postes calibrés, indiquant l'ancienneté, la qualification, la durée et la fréquence (un mois entier ? un jour par semaine pendant trois mois ? un cours de deux heures chaque semaine ?). Chacun de nous remplirait une liste de préférences, et les affectations seraient attribuées plus ou moins automatiquement, avec un appui de Pôle Emploi à imaginer.

Un parcoursup géant et permanent ?

Si tu veux :)

Avec cette manne de nouvelles recrues, c'est fini l'obsession de la réduction des effectifs publics. On devra au contraire *intégrer* des milliers de profils. C'est un défi passionnant, on peut imaginer mille façons d'enrichir nos services publics.

Ce ne sont pas les marges de progrès qui manquent : culture, espaces verts, agriculture locale écologique, projets d'éveil, sports, micro-transports, réseaux d'entraide, équipements à vocation locale, entretien du patrimoine historique et naturel, justice et médiation de proximité, accueil des publics, paramédical, cours de code informatique... Tout ce sur quoi on



rabote, le voilà qui peut revenir, tout en maintenant le coût des services publics indispensables à un niveau acceptable.

Les associations contribuant à l'intérêt général pourraient elles aussi bénéficier des effectifs du service civique (plutôt que de subventions parfois opaques).

C'est aussi l'occasion de faire participer les étrangers. Qu'ils partagent leur culture au lieu de subir la nôtre : ce sont potentiellement autant de cours d'anglais, d'arabe, de chinois et de toutes les langues, au plus grand bénéfice de nos enfants de maternelle et de primaire.

Enfin, le service civique devra contribuer à la mixité, sociale, mais aussi à la réduction des stéréotypes de genres. Parmi les critères de choix des filières on peut imaginer d'obliger à choisir à la fois l'un des métiers aujourd'hui sur-féminisés (enfance, éducation, aide sociale, soins) et l'un des métiers trop masculins (métiers techniques surtout).

Tu sais bien présenter les avantages, mais quand même, c'est un énorme pavé dans la mare. Ça ne peut que lever des inquiétudes...

Lesquelles ?

Bin les deux principales, je pense que c'est qu'avec le Revenu Citoyen tout le monde va arrêter de bosser, et qu'avec la création monétaire, ça va être l'inflation généralisée.

Je comprends que tu penses ça, c'est nouveau. On va essayer de te rassurer en quelques mots...



Paresse totale & inflation généralisée

Bon alors déjà tu peux te rassurer, il ne pourra pas y avoir les deux à la fois ! Si tout le monde reste chez soi au lieu de bosser, le prix ne vont pas monter, l'économie va s'effondrer ! Et à l'inverse, si l'inflation augmente sévèrement, les paresseux vont aller bosser pour pouvoir maintenir leur train de vie.

C'est pas faux. Mais l'un ou l'autre ce serait déjà le bordel. Tu ne m'enlèveras pas de l'idée que les gens vont arrêter de bosser s'ils ont un revenu universel.

Voyons ça !



TRAVAILLER PLUS OU MOINS POUR GAGNER PLUS OU MOINS

D'abord, tout le monde ne va pas arrêter de bosser, pour des raisons très pragmatiques : 900 euros par personne, c'est pas assez pour boucler les fins de mois pour la plupart des gens. Ce montant, 900 euros par adulte et 300 euros par enfant, on l'a dit, c'est la lisière du seuil de pauvreté. Ce que le Revenu Citoyen permet, c'est la subsistance, mais, par définition, être pauvre n'est pas vraiment un but dans la vie. En vérité, la plupart des gens vont vouloir ou devoir travailler.

Par ailleurs, avec la suppression des pensions de retraite et des allocations chômage, ceux qui sont habitués à gagner plus de 900 euros par mois, et ils sont, Dieu merci, une écrasante majorité, vont probablement choisir d'épargner pour conserver un niveau de vie comparable lorsqu'ils seront au chômage, et plus encore à la retraite. Ils vont donc travailler pour accumuler de l'épargne qu'ils mobiliseront plus tard.

En revanche, pour vivre dans les zones rurales, dans lesquelles le coût des loyers est modeste mais l'emploi faible, le Revenu Citoyen peut constituer une base de revenu très satisfaisante. Tant mieux, ce pourrait être une raison pour choisir de retourner vivre à la campagne, et de rééquilibrer ainsi les disparités entre les territoires, de réduire la métropolisation. Ça tombe bien, avec la révolution écologique, l'emploi sera largement réintroduit dans toute la France, pour développer des systèmes locaux d'économie plus courte. Et des territoires qui se repeuplent, c'est aussi, mécaniquement, de l'économie qui redémarre, des emplois qui se créent, c'est un cercle vertueux.

Et puis, fondamentalement, le travail, ce n'est pas que pénible. Si on corrige ses plus gros défauts, c'est souvent un besoin, un vecteur de sociabilisation et, parfois, d'épanouissement.

Dans le livre *Utopies réalistes*, Rutger Bregman rend compte de plusieurs expériences de revenu universel, en Angleterre



(Speenhamland et le sud de l'Angleterre, à partir de 1795) et bien plus récemment en Amérique (quatre villes des États-Unis et la ville canadienne de Dauphin, 13 000 habitants, de 1973 à 1977). Dans ce dernier cas, les données sont précises : le temps de travail ne diminua que de 1% à 5%.

C'est peu !

Non seulement c'est peu, mais dans la plupart des cas, le temps gagné a été consacré à la poursuite d'études ou à des congés maternité plus longs.

Le tout, sans effet secondaire négatif, au contraire. Le taux d'hospitalisation a diminué de 8,5 %, et toutes sortes de maladies, dont les maladies mentales, ainsi que les violences conjugales, ont diminué nettement. La natalité a plutôt diminué, les jeunes étant actifs et occupés.

On a aussi vu récemment qu'après les deux mois et quelque de confinement Covid, la majorité des gens avaient hâte de retourner travailler !

Ce qui compte, c'est de libérer les esprits de *l'oppression de la pauvreté et de la précarité*. Ce sont elles, les pièges à inactivité. Une fois que la bande passante mentale n'est plus saturée par la détresse, la vie reprend son cours, et le travail avec.

La révolution écologique va créer des centaines de milliers d'emplois : pour ceux qui le souhaitent, l'emploi sera disponible. Surtout, il sera motivant : travailler pour le bien commun, pour la réparation de notre environnement, le tout pour un salaire décent, n'est-ce pas une vraie motivation ?

Sérieusement, tu crois que tout le monde va bosser ?

Oui, et même, peu importe, ce n'est pas le problème.

Ce qui arrivera peut-être, ce n'est pas tant une hausse du chômage, mais plutôt une *réduction du temps de travail individuel*. Une réduction partielle, volontaire, non conflictuelle. Il est logique qu'avec un revenu complémentaire, des gens, pas tous, très très loin s'en faut, choisiront de *travailler moins*.



Et alors ? Quel est le problème ? S'ils préfèrent gagner moins d'argent, c'est leur choix, non ? Ça fera de la place pour celles et ceux, nombreux, qui ne trouvaient pas d'emploi.

Et encore une fois, si c'est si terrible, dans le scénario du pire, il suffira d'ajouter un peu de conditionnalité : pour toucher le Revenu Citoyen, il faut travailler x heures par an. Mais ce serait une arme de dernier recours, pas souhaitable

Et pour l'inflation, c'est pareil, tu as une arme de dernier recours ? Parce qu'elle va être énorme...

Bon, je vais te répondre là-dessus, mais ça va forcément être un peu technique...

L'INFLATION, VRAIMENT ?

Commençons par regarder les chiffres, les quantités, puisque les dogmes économique croient bêtement que « *si on augmente la monnaie on crée automatiquement l'inflation.* » C'est presque entièrement faux, mais on ne va pas entrer dans ce débat technique. Imaginons que ce soit vrai (mais j'insiste, c'est faux :)), les quantités que l'on créerait seraient-elles si élevées ?

Il y a d'un côté la monnaie qu'on créerait, la monnaie publique : c'est celle créée par la Banque Centrale Européenne (les billets et pièces), mais c'est très peu, et donc la monnaie qu'on propose d'introduire, le R€C non convertible.

Mais il y a aussi en face, de l'autre côté, de la monnaie que l'on détruirait ou qu'on ne créerait plus. Tu le sais peut-être, mais l'immense majorité de la monnaie est créée par les banques commerciales (ta banque à toi sur laquelle tu as ton compte courant) : quand elles accordent un prêt, elles utilisent une partie de l'argent dont elles disposent (les comptes épargne de leurs clients), mais surtout elles créent purement et simplement



de l'argent. Pour 1000 € de prêt accordé, il y a 900 € d'argent créé par la banque.

Je savais pas... mais ça change quoi, avec le R C on crée bien beaucoup d'argent, non ?

Oui, mais on en détruit aussi... regarde.

Le Revenu Citoyen représenterait une création monétaire de 700 milliards d'euros par an (600 à terme, une fois les retraites actuelles termin es), en lieu et place des 509 milliards d'euros de prestations vers es actuelles. C'est un progrès très substantiel, mais c'est pas non plus la multiplication des pains.

Or, de l'autre côté, vois tout ce qu'on allège.

D'abord, les impôts et cotisations diminueraient de 224 milliards d'euros. Cela veut dire que beaucoup d'argent resterait dans la poche des entreprises et des ménages. Or, si *moins d'impôt = plus d'argent dans mes caisses = j'ai moins besoin d'emprunter*, cela veut dire que probablement la création monétaire priv e (par les banques) va diminuer.

Les administrations non plus n'auraient plus besoin de recourir à l'emprunt, puisque leurs services publics seraient enfin bien financés par nos deux nouveaux impôts. Ce qui équivaut à plus de 70 milliards d'euros de création monétaire par an en moins (c'est à peu près le montant de dette publique supplémentaire qu'on ajoute chaque année, et c'est donc, tu l'as compris, autant de monnaie cr e e chaque année en moins).

Mieux encore, si tu as lu la note n 003, tu sais que grâce à la TVE, nous commencerions enfin à la rembourser, la dette publique. Ces quelque 130 milliards d'euros de remboursement par an que nous prévoyons seraient une pure *destruction de monnaie*. En cas de surchauffe de l'économie, les sommes consacr es à l'investissement pourraient même diminuer, et le remboursement encore augmenter. En tous cas, à coup de 130 milliards d'euros par an de remboursement, on en a pour vingt ans à rembourser notre dette actuelle, de quoi voir venir et ajuster !



Ensuite, le Revenu Citoyen ne sera pas entièrement consommé. Il sera épargné en partie. Qui dit plus d'épargne dit, une fois encore, de l'argent disponible pour les ménages pour éviter de recourir à des emprunts. Imaginons que 10 % de cet argent finisse en épargne (ce qui paraît une estimation très, très basse), c'est encore 60 milliards d'euros d'argent qui ne serait pas créé par les banques.

Enfin, créer de la monnaie, donc du revenu, permet de stimuler la consommation, donc la croissance. Or, la croissance créée absorbera mécaniquement une partie de la monnaie créée.

Au total, le solde création/destruction/non-émission de monnaie n'est pas du tout aussi élevé que le montant impressionnant de 700 milliards ne le laisse penser : le solde ne serait « que » de quelques dizaines de milliards d'euros, et encore, ce n'est même pas certain.

Cela ne représenterait, au final, qu'à peine quelques mois de « *quantitative easing* » (la monnaie que la Banque Centrale Européenne et la *Fed* américaine ont déversée pendant plus de dix ans), et on a pu constater ces dix dernières années que cette création monétaire massive n'a eu strictement aucun effet sur l'inflation.

Certes, mais en plus, tu vas emballer l'économie avec les réductions d'impôt, il n'y a pas que les chiffres, ça va être tout un système qui surchauffe...

Ça, c'est une remarque pertinente. Alors regardons maintenant l'aspect « qualitatif ».

D'abord, ce qu'on propose, c'est un *revenu*, mais ce n'est pas un *salairé*. Les augmentations de salaires, elles, pèsent sur la production et engendrent souvent de l'inflation. Nous, au contraire, avec le Revenu Citoyen, nous retirons un poids sur les salaires, ce qui est donc plutôt *déflationniste*.

Dans le même esprit, puisqu'avec la TVE, la consommation d'énergie fossile diminuerait enfin, c'est une autre grande cause d'inflation qui serait mieux maîtrisée. Or, tu as suffisamment vu,



je crois, dans l'actualité de ces derniers mois, combien l'inflation est liée à la hausse des prix de l'énergie, bien plus qu'à l'augmentation de la quantité de monnaie !

Par ailleurs, le Revenu Citoyen ne serait pas indexé sur l'inflation, pas automatiquement en tous cas. Pour ne pas créer de boucles inflationnistes, pour avoir le temps d'évaluer le nouveau système, mais aussi pour responsabiliser la consommation. Il augmentera quand il faudra.

Et puis merde, l'argent, nous avons besoin ! Tu ne veux pas plus d'argent ?

Si, mais...

Mais quoi ? Distribuer une tonne d'argent ! Réjouis-toi ! Et puis, si on propose cette révolution, c'est bien parce qu'on est dans une merde noire.

L'investissement est insuffisant, la consommation est en berne. D'un côté, les entreprises pourraient investir, mais préfèrent les placements financiers, ou ont tout simplement peur que les consommateurs qui, eux, n'ont plus d'argent et sont déjà trop endettés, n'achèteront pas leurs produits. De l'argent, il en faut.

Euuuh, pas la consommation à tout prix quand même...

Mais non ! Va lire la note 003, c'est tout le but de la TVE, pouvoir consommer mais sans dégrader l'environnement.⁵

Cette taxe souple, unique, à portée universelle, peut permettre d'ajuster en temps réel les surchauffes éventuelles, secteur par secteur, entreprise par entreprise. C'est un outil fin de pilotage économique.

Avec ces deux nouvelles mesures, Revenu Citoyen et TVE, les pouvoirs publics retrouvent leur politique monétaire, fiscale, budgétaire et économique. Si l'économie est stable, le marché

5 Voir notre Note #003, TVA vs TVE, pour une responsabilité environnementale 100 %, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org



s'autorégule, mais en cas d'emballement, on peut y répondre immédiatement. Avec toutes les données collectées sur les entreprises et leur produits pour leur appliquer la TVE, on pourra rapidement identifier les écarts de prix. Si l'on repère des hausses injustifiées de prix, on pourra en discuter, négocier avec les différentes branches. Et si, là encore, c'est la foire, avec une meilleure connaissance des entreprises on pourra facilement instaurer un mécanisme fin de contrôle des prix.

Enfin, n'oublions pas que ce que vise la TVE, c'est bien une hausse et une baisse *sélectives* des prix.

On veut éviter une hausse du niveau *général* des prix (c'est-à-dire l'inflation), mais on veut un **nouvel équilibre des prix**, avec une hausse assumée de certains prix (les produits et services polluants), et une baisse revendiquée des autres (les plus vertueux), pour inciter à l'investissement dans la révolution écologique qui, elle, fera ensuite sensiblement baisser les coûts.

C'est un cycle assumé, lisible, cohérent, et le Revenu Citoyen permettra de compenser ces hausses de prix, pour éviter une baisse du pouvoir d'achat.

Attend, on veut de l'inflation ?

L'inflation est un phénomène complexe. Ceux qui te font croire que c'est aussi mécanique que « si on crée de la monnaie ça crée automatiquement de l'inflation » ne savent absolument pas de quoi ils parlent. Ce qu'on veut, c'est une révolution écologique. Une révolution, ça bouge !

Je viens d'avancer quelques arguments techniques, auxquels on croit profondément, mais au final, l'inflation est bien davantage une question de confiance dans le pilotage politique et économique d'un pays plutôt qu'une question monétaire.

Proposer un nouveau modèle, c'est faire un saut dans l'inconnu. Mais si ce nouveau modèle recueille une adhésion, c'est plus qu'une simple réforme, c'est un défi collectif. C'est pour ça qu'il faut rassembler large, dépasser les antagonismes, se lancer dans un « *New Deal* », un nouveau Contrat social.



Si c'est pour ruiner l'économie, non merci !

Si ces premiers arguments ne te convainquent pas, réfléchis-y et on en reparle dans une prochaine note. Mais quand même, moi je veux bien, mais alors je t'écoute : on fait quoi sinon ?

Si tu as une meilleure idée on est preneurs

Parce que tes inquiétudes sur l'avenir économique, elles sont très recevables, mais t'es sympa, si la situation économique et écologique actuelle te va bien, tu as bien de la chance. Si tu penses qu'on s'avance vers un futur joyeux, ne perds pas ton temps à lire cette note. Avant de dire que créer de la monnaie, c'est pas possible, demandons-nous si c'est souhaitable ? Parce que si c'est ce qui est vraiment souhaitable, pour l'intendance, on pourra toujours réfléchir.



Attends, c'est toi qui est bien sympa, mais tu balances un sacré pavé, c'est l'inconnue totale !

Mais pour changer les choses, il faudra bien accepter une part d'inconnu. Parce que les autres solutions, ce ne sont pas non plus des coups de baguette magique !

C'EST QUOI, LES AUTRES SOLUTIONS ?

La décroissance ?

Il me semblait qu'on l'avait déjà évacuée⁶.

La décroissance, c'est pas une mauvaise idée, c'est juste une idée qui n'est pas compatible avec le capitalisme, dont la raison d'être est l'accumulation et la croissance.

Eh bien, sortons du capitalisme !

Et comment ? On demande gentiment aux capitalistes ? On vote ?

Peu importe...

Eh bien non, c'est pas peu importe. Tu me dis que nos propositions c'est l'inconnu, mais toi aussi c'est flou ce que tu dis.

Parce que le vote, c'est pas pour demain, ni après-demain. Il n'y a pas 10 % de la population qui vote communiste, et encore je compte très large. Quand on voit que Mélenchon, qui est un socialiste standard, passe pour un Bolchevik, on n'est pas arrivé.

Et reprendre le pouvoir aux capitalistes, c'est pas en demandant gentiment que ça arrive. C'est la révolution. C'est compliqué. Ça peut même être violent. Regarde comment les petits désordres causés par les Gilets Jaunes ont été traités...

⁶ Voir notre Note #003, TVA vs TVE, pour une responsabilité environnementale 100 %, en ligne gratuitement sur www.lesinktank.org



Retourne ça comme tu veux, mais il faut bien en trouver, de l'argent, pour financer la transition écologique. Le changement, c'est pas si simple. Si on ne prend pas l'argent aux capitalistes (pour simplifier, aux riches), il faudra bien le prendre à quelqu'un. Il me semble que les ménages n'en peuvent plus, les Gilets Jaunes, encore eux, ont donné une idée de l'accueil réservé à une taxe écologique.

Il reste les entreprises !

Nous sommes partisans de les traiter à part, comme on l'explique dans la note sur la TVE.

Mais indépendamment de ça, sans parler des réformes que nous proposons, je ne vois pas bien combien d'argent tu pourrais prendre aux entreprises ? Ce n'est pas être un capitaliste béat que de constater qu'en France, il y a beaucoup d'impôts, taxes et cotisations, et que si on veut qu'elles soient compétitives, on ne peut pas trop en rajouter. Ça ne veut pas dire qu'on doit encore alléger leurs taxes, mais objectivement, en l'état actuel de la mondialisation et des rapports de force économiques et politiques, leur rajouter des taxes, pourquoi pas si tu y arrives, mais ça ne me semble pas moins irréaliste et pas moins incertain que de tout simplement créer de l'argent.

Notre parti pris, ce n'est pas de prendre l'argent, c'est de le donner. Reconnais qu'au moins, sur la forme, c'est plus enthousiasmant !

C'est vrai :) Mais si au lieu de créer l'argent on faisait des investissements, de l'emprunt ?

C'est un peu dans l'air du temps.

La période est à la créativité monétaire, on voit parfois dans l'actualité des propositions de rachat de dettes publiques par la BCE, de dette perpétuelle, de plans de relance nationaux ou européens... L'enchaînement des crises économiques, la prise de conscience écologique et la crise du Covid ont fini par réveiller les consciences. Chacun a commencé à formuler ses propositions pour « le monde d'après ». La grande relance, axée



sur la transition écologique, est sur beaucoup de lèvres. Les propositions innovantes se multiplient. Ça pousse, un peu. Tant mieux ! ça prouve que nos idées ne sont pas complètement débilés.

Mais en attendant, tout ce qui voit le jour demeure très centré sur *l'emprunt et les taxes*. Les plans de relance, les sauvetages Covid, c'est de l'argent qui est sorti rapidement, qui a été avancé, mais qu'on est censé devoir rembourser. Et on peine à imaginer qui pourrait convaincre la BCE de créer les dizaines milliards d'euros annuels nécessaires à la transition ? Les propositions qui vont dans ce sens sont plutôt des emprunts non remboursables contractés par les États (pas les particuliers), et pour des montants bien moins importants, et dont une partie se perd en subventions pour les secteurs fossiles...

DISTRIBUER PLUTÔT QUE REDISTRIBUER

Et si on laisse de côté la création monétaire, concernant le Revenu Citoyen, n'y a-t-il pas d'autres voies ? Je pense à d'autres propositions comme la gratuité des services publics.

C'est pas si simple. Déjà, quels services publics ? C'est un débat en soi.

On peut imaginer que les transports, l'éducation et la santé seraient gratuits. On en n'est déjà pas très loin, c'est réalisable. Mais si on doit élargir ce périmètre à celui que couvre le Revenu Citoyen, c'est-à-dire une grande partie du logement, de l'alimentation et des vêtements, c'est plus compliqué.

Le logement est la dépense la plus importante des ménages. Or, il est presque impossible à rendre gratuit. Vois les difficultés du système des HLM, alors que ceux-ci sont payants...



Quant à rendre l'alimentation et les vêtements gratuits, ça n'évoque pas des images très radieuses. Comment l'organiser ? Des magasins d'État, des bons d'achat ? Ça me semble très stigmatisant, entre ceux qui devront y recourir et ceux qui auront la possibilité de s'en passer.

Et puis, qui peut juger ce dont chacun a besoin pour sa subsistance ? C'est quoi, un *besoin* ? Où met-on la limite ? Il semble que le meilleur moyen pour faire ces choix, c'est de laisser les intéressé-es décider, et pour cela, le plus simple c'est de leur donner l'argent. Donner de l'argent plutôt que de l'aide, c'est faire confiance. Ça ne veut pas dire que tous les choix individuels seront parfaits, mais ceux de l'administration ne le sont pas non plus. Ça ne veut pas dire non plus qu'il faut renoncer à l'aide sociale, au conseil, à l'écoute de ceux qui en ont besoin, mais ça veut dire laisser l'opportunité à chacun-e de se développer à sa façon.

C'est certainement le dernier, et l'un des plus beaux avantages du Revenu Citoyen : avec lui, par définition, ***c'est terminé l'assistanat !*** Terminée la jalousie, terminée la stigmatisation ! Aider les plus démunis, c'est indispensable, mais dans notre société contemporaine, cela ne crée plus que des crispations chez ceux qui ne les reçoivent pas, et des tonnes de paperasse et de contrôles pour ceux qui en bénéficient... il faut en finir avec tout ça, en passant au Revenu Citoyen.

Et la garantie d'emploi ?

Eh bien, tu es bien au courant de toutes les propositions contemporaines...

La garantie d'emploi, c'est la proposition que les chômeurs qui n'arrivent pas à trouver d'emploi s'en voient offrir un par les acteurs publics, employeurs de dernier ressort, payé au salaire minimum.

Mais cela ne résout en rien les dysfonctionnements du marché du travail. Et au contraire, avec ce filet de sécurité en plus, les entreprises ne vont pas se priver. Les licenciements économiques



vont pleuvoir. Va boucher des trous dans le public, pendant qu'on ferme l'usine. C'est un encouragement de plus à faire peser sur la société le coût réel du chômage.

Et puis, la garantie d'emploi, c'est encore une aide conditionnelle : je te verse de l'argent, mais tu dois travailler. C'est les rendez-vous Pôle Emploi, c'est le contrôle, formulé différemment. Parce que concrètement, ça soulève là encore de sérieuses questions pratiques. Qui va vérifier que les chômeurs n'arrivent pas à trouver d'emploi ? Pour celles et ceux qui ne peuvent pas prétendre à mieux que le SMIC, il n'y a d'ailleurs aucune raison de chercher un emploi dans le privé, puisque de toute façon on t'en donnera un en frappant à la porte d'une administration...

Enfin, tout miser sur l'emploi, l'emploi, l'emploi, le salariat, le salariat, le salariat, toujours, il serait temps d'inventer autre chose, une vraie solution plutôt qu'une rustine de plus dans un système qui a tant prouvé qu'il marche mal. La garantie d'emploi, c'est une idée qui procède d'une vision vieillotte de l'économie, le bon patron, l'usine qui ferme. Mais on n'est plus au XIX^e siècle, ni même au XX^e siècle, les usines sont différentes, les activités sont différentes, les besoins sont différents, « l'emploi » disparaît, passons à autre chose. De toute façon, en suivant le système qu'on préconise, sous l'effet de la TVE, les investissements seront nombreux, ce ne sont pas les offres d'emploi qui manqueront !

Eh bien alors, pas besoin de revenu universel ?

Si, il faut créer de l'argent pour combler la suppression des cotisations. Mais aussi pour pouvoir ralentir, ou changer de métier. Pour pouvoir acheter des produits « bio » plus chers... C'est une nouvelle façon de faire, mais pas plus utopiste, pas plus compliquée, pas plus irréaliste que notre système actuel complètement aberrant !



ALORS, L'ARGENT MAGIQUE, C'EST POSSIBLE OU NON ?

L'actualité récente est là pour nous remonter le moral. En mars 2020, quelques jours avant le premier confinement, le Gouvernement était obsédé par sa réforme des retraites, dont le seul but était de gratter quelques milliards d'euros d'économies, parce que, nous disait-il, « *il n'y a pas d'argent magique* ». Or, quelques semaines plus tard, le même gouvernement déversait des tombereaux d'aides publiques pour soutenir l'économie pendant l'épidémie. L'argent magique était magiquement apparu. Il ne pouvait pas sauver les retraites, mais il avait apparemment bien d'autres pouvoirs.

Créer de l'argent, c'est très certainement possible, et sans encombre. Il nous semble que c'est en tout cas *souhaitable*. Que c'est la solution la plus sûre, la plus indolore, la plus simple pour sortir ***le plus vite possible*** de la crise écologique.

Mais l'argent, c'est la confiance. C'est son essence. Changer de modèle, c'est un choix de société, c'est un pari, c'est une vision. Tant que la société et l'économie adhèrent à cette vision, tant que les producteurs sont incités à investir grâce au pouvoir d'achat des consommateurs, et tant que des mécanismes permettent de prévenir les déséquilibres, il n'y a pas de raison que ça ne fonctionne pas !

C'est un choix politique, c'est une vraie question : comment voulons-nous résoudre notre crise ?

Viens en parler avec nous.

Tu as aimé ? Soutiens-nous.

Cette note est un dialogue,
elle veut devenir une vraie conversation.

Parles-en à tes proches.

Même à mémé.

Inscris-toi à nos réseaux et partage.



Mieux encore, rejoins-nous.

Adhère à notre association sur :

www.lesinktank.org

Montre que tu veux autre chose.

Nous avons besoin de toi.

« Le Revenu Citoyen c'est bien un revenu universel ? »
« On fout rien et on est payé quand même, c'est ça ? »
« 900 € par mois !? Avec nos impôts ? »
« Comment ça, en créant de la monnaie ? »
« La planche à billets ? Vous êtes malades ? »
« Et l'inflation, mon vieux, faut faire gaffe à l'inflation ! »

C'est sûr que si tu crois que nos problèmes vont se résoudre en ne faisant rien, le voyage sera plus calme.

On verra bien si ces propositions sauront te convaincre, mais au moins elles t'auront fait réagir :)

Cela dit, nous, on est convaincus que c'est une excellente idée, sans aucun doute l'idée du siècle.



**REFAIRE LE MONDE
PLUTOT QUE LE DÉTRUIRE**

Une note du **Sink Tank**,
think tank citoyen pour
une révolution écologique.

www.lesinktank.org